

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967 - 8e CIRCONSCRIPTION

Électrices, Électeurs,

— Dimanche prochain, vous nommerez votre Député, c'est-à-dire l'homme que vous jugez le plus capable de connaître vos problèmes et de définir vos intérêts, le plus apte à vous représenter dans les choix nationaux, le plus compétent pour animer et susciter l'expansion de notre Pays de Caux.

— Elu Maire d'YVETOT à 32 ans, j'y ai, depuis 8 ans, acquis l'expérience de l'administration et de réalisations diverses (notamment construction de 600 logements ; du clocher de l'Eglise ; de 2 écoles maternelles, de 2 écoles primaires, d'un Collège d'Enseignement Secondaire et d'un institut médico-pédagogique ; d'une maison des jeunes, d'une auberge de la jeunesse et d'un terrain de camping ; d'une piscine et d'un stade, d'une colonie de vacances ; d'une maison de retraite et de 22 logements-foyers pour personnes âgées etc...).

— Conseiller Général, avec mon suppléant Monsieur Léon GRÉSIL, Conseiller Général de Bacqueville-en-Caux, nous avons souvent eu à défendre les intérêts de notre Région.

Vos problèmes, nous les connaissons. Nous connaissons les difficultés que vous rencontrez dans votre vie quotidienne ; nous connaissons les difficultés que rencontrent sans cesse les élus municipaux qui veulent développer et embellir leur commune ; nous savons, comme vous, que ces difficultés s'accroissent continuellement. Nous savons, comme vous, qu'elles augmenteront encore, jusqu'en 1970, du poids du Ve plan de la Ve République Gaulliste. **Car ce Ve plan est catastrophique pour le Pays de Caux qui est scandaleusement défavorisé par rapport à la Vallée de la Seine et aux grandes Villes :**

par exemple : — 75 °/o des logements seront construits à Rouen et au Havre.

- — 1 million 1/2 seulement est prévu pour les équipements des villages (contre 3 500 millions pour les équipements des Villes).
- — les crédits d'adduction d'eau ne permettront même pas de suivre le rythme déjà insuffisant des dernières années et il faudrait encore 15 ans pour que chacun ait l'eau.
- — il est prévu que 22 300 agriculteurs de Haute-Normandie quitteront leur profession avant 1970.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Il faut réagir contre ce plan de régression, de misère et d'injustice.

C'est la raison de notre action, c'est l'objet du programme que nous vous proposons aujourd'hui.

1° — Il faut obtenir le respect de l'équilibre du développement des différentes régions de notre Département et une répartition plus juste pour le Pays de Caux.

- — par un plan élaboré démocratiquement et non imposé aux Communes.
- — en respectant l'autonomie des communes et en leur donnant les moyens financiers de le réaliser (prêts, subventions, augmentation du minimum garanti de ressources).

2° — Il faut aider tous ceux qui, traditionnellement, ont fait la richesse de notre Région.

a) **Pour les Agriculteurs**

(dont le revenu n'a augmenté depuis 1 an que de 2 °/o alors que les prix industriels ont augmenté de 2,7 °/o).

Nous proposons :

- — **la garantie et l'indexation des prix agricoles.**
- — la recherche de **nouveaux débouchés** pour les produits agricoles par l'unité politique de l'Europe, par l'élargissement du Marché Commun (avec la Grande-Bretagne notamment) et par le développement de l'aide au tiers monde.
- — la **hausse des revenus agricoles** par la modernisation de la production, la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement et l'association de l'agriculture aux industries alimentaires.
- — **l'exonération de l'impôt** sur le revenu pour les petits exploitants et la diminution de la T. V. A. pour les produits nécessaires aux agriculteurs.
- — la lutte contre la hausse du prix du sol.
- — la lutte contre les **cumuls**, appliquée effectivement et à tous.
- — le développement de la coopération et de **l'équipement collectif.**
- — le développement de l'élevage par une incitation à tous les stades de la production et de la consommation.
- — **la protection des fermiers** (cultiver la terre doit donner plus de droit que de la posséder) notamment lors des achats de corps de fermes ; et la prolongation de la durée du bail.
- – l'amélioration des prêts, notamment aux jeunes et aux petits exploitants.
- — des mesures pour diminuer un **endettement** écrasant.
- — le développement de **l'enseignement** et de la **vulgarisation.**

b) **Pour les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture.**

(qui souffrent actuellement des salaires insuffisants, du manque d'emploi, des menaces de chômage, des licenciements).

Nous proposons :

- — des **salaires meilleurs** par la suppression des zones de salaires ; l'indexation du S.M.I.G. et l'alignement du S. M. A. G.
- — la **sécurité de l'emploi :**
  - – par le développement des **zones industrielles** et l'accroissement des **aides de l'État** permettant d'installer de nouvelles industries et de développer les entreprises existantes.
  - — par une formation professionnelle et une politique préventive de reconversion.
  - — par la création d'un **fonds de chômage départemental** pour tous les salariés de toutes les communes.
- — le **respect des libertés syndicales** et la reconnaissance des sections syndicales d'entreprises.
- — le **développement de la Sécurité Sociale** - la suppression des charges abusives (notamment en matière d'investissement) permettra d'équilibrer le budget sans cotisations nouvelles, d'assurer un remboursement à 90 pour 100, de supprimer le ticket modérateur pour les petits salaires.

c) **Les marins-pêcheurs**

doivent avoir de meilleurs salaires, grâce à une meilleure commercialisation des produits de leurs pêches.

d) **Les commerçants et artisans,** indispensables à la vie économique de notre Région, doivent être aidés, notamment par une réforme de la fiscalité qui, actuellement, avantage trop les grosses sociétés.

3° — **Il faut donner à chaque enfant la possibilité de s'instruire d'avoir un métier et une vie meilleure.**

— la situation scolaire est particulièrement grave dans le Pays-de-Caux, où les 2/3 des enfants ne peuvent pas entrer en 6e par manque de place, et où il n'y a ni lycée, ni collège technique.

Nous proposons pour le développement de l'enseignement public

— la construction des écoles maternelles, des écoles primaires, secondaires et techniques nécessaires.

— la gratuité effective de la scolarité et de l'apprentissage.

— des bourses plus importantes et plus nombreuses.

— une orientation professionnelle effective dirigeant chaque enfant sur le métier qui lui conviendra le mieux.

— le développement de l'enseignement pour les enfants handicapés, infirmes, débiles, etc ...

4° — **Il faut créer les équipements nécessaires à une vie confortable et heureuse.**

— en particulier pour le **logement**, insuffisant et trop cher.

Nous proposons :

— des facilités financières pour les logements sociaux (H. L. M.).

— l'augmentation du nombre de logements construits dans les zones rurales.

— le développement de l'accession à la propriété et des maisons individuelles par un financement plus favorable.

— des mesures de lutte contre la spéculation sur les terrains.

Mais il faut aussi **augmenter tous les équipements** et accroître les crédits pour :

— Adduction d'eau.

— Assainissement.

— Electricité.

— Téléphone.

5° — **Une région ne peut être prospère que si les voies de communications sont nombreuses et bien entretenues.**

Nous proposons :

— l'augmentation des crédits du Fonds National Routier pour aider les communes à entretenir leurs routes (selon le Ve plan entre 1965 et 1970, seulement 16 kms de route pourront être refaits pour tout le département).

— la construction et le déplacement de l'autoroute A 15 (ROUEN - LE HAVRE) qui ne doit pas exclure le Pays de Caux, mais le traverser et le vitaliser.

— le maintien de la ligne de chemin de fer SAINT-VALERY - MOTTEVILLE.

6° — **le TOURISME est pour notre Région et surtout pour la Côte une industrie essentielle.**

Nous proposons :

— le développement des ports de plaisance.

— l'aménagement et la défense des côtes, des plages et des descentes.

— le développement de l'équipement hôtelier et touristique (notamment par des avantages fiscaux).

7° — **Il faut assurer une vie meilleure aux femmes, notamment à celles qui travaillent et aux mères de famille.**

— en autorisant le **contrôle des naissances** et la maternité volontaire et heureuse

— en faisant respecter la **parité des salaires** ("à travail égal, salaire égal").

— en augmentant les **allocations familiales** et l'allocation de salaire unique qui doit devenir un véritable salaire de la mère de famille.

— en développant les **équipements sociaux** (cantines, crèches, centres aérés).

8° — **Pour les jeunes** qui, outre l'éducation, ont droit à des possibilités de loisirs ;

Nous proposons :

— une aide accrue aux maisons de jeunes et foyers ruraux.

— le développement des activités et réalisations sportives.

— la diminution du temps de service militaire.

— l'abaissement du droit de vote à 18 ans.

9° — **Il faut assurer la justice sociale et le droit au bonheur aux défavorisés.**

Nous proposons :

— **pour les personnes âgées** : l'augmentation de la retraite et l'aménagement de logements moins chers.

— **pour les anciens combattants et victimes de guerre** : le maintien de leurs droits acquis et le respect du rapport constant.

— **pour les infirmes et handicapés** : leur réadaptation sociale par des aides suffisantes et des possibilités de travail approprié.

— **Pour tous** : le développement de la Sécurité Sociale, des hôpitaux, de maisons de retraites.

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Ce programme de développement général au service de tous, c'est celui qui nous semble indispensable à notre Région.

C'est le programme de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, qui regroupe le Parti Socialiste, le Parti Radical et la Convention des Institutions Républicaines, unis définitivement dans un nouveau mouvement pour la démocratie, la paix, la prospérité et la justice sociale.

Ce programme, si vous le voulez, si vous le faites vôtre, nous le réaliserons.

Pour trouver les ressources nécessaires :

Il faut **réformer la fiscalité et la rendre plus juste** (notamment par le relèvement de l'abattement à la base pour l'impôt sur le revenu ; par la suppression des exonérations des gros revenus ; par la lutte contre la fraude fiscale).

Il faut surtout **renoncer à une force de frappe** déjà dépassée et trop coûteuse (1 seul avion Mirage IV, dépassé par les fusées, coûte autant qu'un lycée ou un hôpital).

Il faut s'engager réellement et volontairement dans une **véritable Communauté Européenne,** comprenant notamment la Grande-Bretagne, car c'est la seule façon de ne pas perdre notre indépendance économique et politique.

Ainsi, si vous le voulez, nous construirons ensemble une Société plus heureuse, plus juste, plus belle ; une Société de Citoyens libres, qui respecte les droits de l'homme et toutes les libertés ; une Société prospère et dynamique où chacun aura droit au bonheur.

Par votre vote, Dimanche, vous déciderez l'avenir de votre région, votre propre avenir et celui de vos enfants.

VIVE LE PAYS DE CAUX ! VIVE LA FRANCE !

Docteur Pierre BOBÉE

Conseiller Général - Maire d'Yvetot

Léon GRÉSIL (Suppléant)

Conseiller Général de Bacqueville-en-Caux

Imp. YVETOTAISE - Yvetot